

# Lettre de la LCR à Lutte ouvrière

vendredi 7 décembre 2007, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 6 décembre 2007).

Cher(e)s Camarades,

Suite à la rencontre des délégations de nos directions respectives le 14 novembre, nous voudrions poursuivre la discussion engagée entre nous, revenir sur la politique qui nous semble devoir être celle des révolutionnaires aujourd'hui dans les mobilisations ainsi que face aux échéances électorales, préciser les points sur lesquels nous pensons qu'il serait possible d'unir nos forces par delà les divergences.

Le contexte social et politique, les mobilisations en cours, les problèmes et difficultés qu'elles rencontrent nous semblent donner la mesure des responsabilités qui sont les nôtres. Le bras de fer engagé entre les salariés de la SNCF et de la RATP et le gouvernement, la convergence qui s'est imposée, de fait, entre eux et les fonctionnaires le 20 novembre, les négociations que le gouvernement a été contraint d'ouvrir, la montée du mécontentement à travers tout le pays soulignent la nécessité d'un mouvement d'ensemble, les possibilités aussi d'agir et de peser dans ce sens. Au sein du monde du travail, une nouvelle combativité s'exprime, le mouvement dans les transports publics en est le témoignage. Les critiques de l'attitude de Thibault chez les cheminots et même dans la fédération CGT des cheminots traduisent d'une certaine manière le refus de la politique de diagnostic partagée des directions confédérales. Cette prise de conscience s'exprime aussi sur le terrain politique par rapport au PS qui n'a pas manqué une occasion de rappeler son accord avec la réforme des régimes spéciaux et des retraites se contentant de critiquer le gouvernement sur le terrain de la méthode.

Une telle situation crée pour nous de nouvelles responsabilités qui sont dominées par la nécessité d'unir les forces indépendantes du PS, se situant sur le terrain du mouvement ouvrier et agissant dans le sens de la préparation d'un mouvement d'ensemble, d'une contre offensive du monde du travail. C'est pourquoi nous pensons qu'il serait utile, profitable à chacune de nos organisations que s'établissent des liens entre nos camarades, à la SNCF par exemple, mais aussi chaque fois que cela est possible permettant de discuter de nos interventions, de les coordonner, de les unifier.

Il nous semble aussi, comme nous vous l'avons dit lors de notre dernière rencontre, que les élections municipales de mars 2008 prennent un sens particulier. Elles seront un test contre Sarkozy et sa politique, elles seront une nouvelle occasion de défendre les exigences du monde du travail, des mesures d'urgence sociale qu'Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, chacun à leur manière, ont défendu durant les échéances électorales de 2007. Elles seront aussi l'occasion de regrouper, d'organiser sur la base des localités, mais aussi des entreprises, tous ceux qui s'y reconnaissent. Il est de l'intérêt de tous que nos deux organisations agissent ensemble dans ce sens. Notre direction nationale a adopté au mois de septembre une résolution municipale. Il y est dit : « Il s'agit de constituer des listes anticapitalistes, opposées à la politique du gouvernement Sarkozy/Fillon et indépendantes du Parti Socialiste. La LCR et ses sections prennent toutes les dispositions pour créer les conditions de telles listes dans le plus grand nombre de communes sur la base d'une plate-forme défendant les axes d'une politique anticapitaliste, autour du plan d'urgence sociale et démocratique que nous avons défendu lors des élections présidentielle et législatives de 2007. La LCR et ses sections chercheront à développer sur ces bases le rassemblement le plus largement unitaire, à l'échelon national si possible, et dans tous les cas à l'échelon local, en proposant un sigle commun.

Dans ce contexte et compte tenu de sa place dans le champ politique, la LCR continuera à se déployer au maximum. L'enjeu est bien d'être présent, à ces élections, dans plusieurs centaines de municipalités en proposant aux jeunes, aux salariés, aux militants syndicaux, associatifs qui regardent vers nous, aux électeurs d'Olivier Besancenot de constituer ces listes ensemble. Elle s'adressera également et largement à toutes les forces, collectifs, courants et militants, dont Lutte ouvrière qui au plan national et local partageraient la volonté de constituer un maximum de listes sur ces bases. Cela suppose l'acceptation d'une politique de rassemblement qui ne saurait se résumer à un tête à tête. »

C'est dans le cadre de cette orientation que nous nous adressons à vous.

Vous le savez, nous avons été étonnés de votre position pour ces prochaines élections. Il semble que vous envisagez dans une série de villes - Saint Briec, Besançon, Angers, Orléans et bien d'autres - de participer dès le 1<sup>er</sup> tour à des listes d'union de la gauche. C'est une première dans l'histoire de LO. Surtout que cette orientation se fait jour au moment où le PS est loin de s'opposer, c'est le moins qu'on puisse dire, à la politique de Sarkozy. De même, nous ne comprendrions pas que vous puissiez refuser de discuter des moyens d'unir nos forces pour les municipales en avançant l'argument qu'il y aurait entre nous un désaccord sur la question du nouveau parti à la construction duquel nous appelons.

Nous vous l'avons dit, et nous le réitérons dans cette lettre : nous ne faisons pas de l'adhésion à notre appel à un nouveau parti, une condition pour constituer des listes de rassemblement anticapitaliste pour les municipales. Nous aurions des divergences sur le parti dont le monde du travail à besoin. Peut-être bien que le sujet mériterait une discussion sérieuse. Vous-mêmes aviez proposé la perspective d'un nouveau parti des travailleurs au lendemain de l'élection présidentielle de 1995, quand l'extrême gauche, en la personne d'Arlette Laguiller, avait recueilli plus de 5% des suffrages. Vous ne disiez pas à l'époque vouloir construire un parti « trotskyste », sans compter que le contenu actuel, pratique, de cette référence mériterait d'être précisé. Par ailleurs, - est-il besoin de le préciser - le parti anticapitaliste, révolutionnaire à la construction duquel nous appelons, ne saurait se considérer comme un bloc uni par avance. Nous ne dépasserons nos divergences passées qu'à travers le débat, en relation avec la pratique, en confrontation avec elle. Si les références de ce nouveau parti à la lutte de classes seront clairement établies, une série de questions devront être débattues et resteront ouvertes. Bien évidemment, dans le processus constituant de ce nouveau parti que nous espérons réussir à engager le regroupement d'organisations, de groupes militants, d'anciens militants du PC... passe par le droit à la libre organisation de chacun en tendance, voire en fraction, droit qui est, de façon plus générale, indissociable d'une véritable démocratie et qui sera nécessairement inscrit dans le fonctionnement d'un nouveau parti.

Il serait tout à fait préjudiciable que vous vous teniez à l'écart. À la différence de ce que vous aviez fait en 95 à notre égard, nous nous adressons à vous. Nous pensons qu'il serait utile que nos deux organisations se donnent les moyens de peser ensemble sur la situation sociale et politique. Cette dernière a évolué depuis 1995 et l'appel d'Arlette à un parti des travailleurs, les conditions rendant possibles la construction d'un tel parti ont mûri. L'intégration toujours plus grande du PS à la politique libérale de la bourgeoisie, le déclin accéléré du PC incapable de rompre avec une politique qui ne vise qu'à défendre ses intérêts d'appareil, ses élus, le syndicalisme adapté à la politique des réformes des grandes confédérations syndicales rendent plus urgent la nécessité d'une nouvelle représentation des travailleurs.

C'est bien pourquoi, d'ailleurs, nous ne souhaitons pas, pas plus que vous, un tête à tête entre nos deux organisations, mais que nous vous proposons d'agir ensemble, dans le respect de nos divergences, pour mettre en œuvre une politique d'unité et de rassemblement. Les mobilisations, comme les élections, en sont l'occasion. Il nous semble nécessaire d'initier entre nos deux

organisations, entre nos camarades de nouvelles relations, de nourrir entre nous un débat démocratique tel qu'il devrait avoir lieu entre différentes tendances du mouvement révolutionnaire.

Recevez, Cher( e)s Camarades, nos salutations communistes et révolutionnaires.

Le bureau politique de la LCR

---

## UN DÉBAT AVEC LUTTE OUVRIÈRE

### Municipales à la Georges Brassens

***Les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, s'est tenu le 37<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière (LO), dont les textes n'ont pas encore été rendus publics. Mais les camarades de LO n'ont pas attendu leur congrès pour s'engager dans une politique à la fois surprenante et inquiétante.***

Lorsque la LCR a rencontré une délégation de la direction de Lutte ouvrière (LO), le 14 novembre, le principal dirigeant de LO, Georges Kaldy, nous a clairement dit qu'il ne partageait pas notre orientation appelant à la construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire, qui reviendrait, à ses yeux, à abandonner la perspective d'un parti « *marxiste, léniniste, trotskyste* ». En conséquence, et pour ne pas cautionner une démarche qu'elle ne partage pas, la direction de LO n'envisage pas de constituer des listes avec la LCR. Cela ne l'empêche pas, par ailleurs, d'envisager de participer à des listes d'Union de la gauche ou avec le PCF...

Pour discuter de cette politique, le seul écrit auquel nous pouvons nous référer est un article de *Lutte ouvrière* signé par Roger Girardot, intitulé « Lutte ouvrière et les municipales à venir » (*Lutte ouvrière* n° 2051). Le lecteur qui chercherait une analyse permettant de comprendre la politique de LO restera sur sa faim.

L'article critique les informations données par les journalistes... tout en les confirmant : « *Le problème est que nous ne voulons pas que, dans la situation politique actuelle, nos listes puissent nuire aux listes de gauche. C'est pourquoi nous avons engagé des discussions avec les listes de gauche qui nous sollicitaient et, dans d'autres cas, nous avons pris l'initiative en nous adressant aux candidats du PCF. Nous ne faisons pas cela pour avoir des élus car, des élus, nous pouvons en avoir en nous présentant indépendamment, comme en 2001.* »

LO aurait donc été sollicitée par le PS et, pour ne pas nuire à la gauche – faut-il préciser la gauche libérale, gouvernementale ? –, elle est prête à se mettre sur ses listes, donc à participer à des exécutifs avec le PS si la liste l'emporte... Il n'aura pas échappé à la perspicacité de Girardot que c'est un peu plus que ne pas nuire, c'est faire un accord électoral avec le PS. Que l'on nous dise que la direction de LO n'en attend même pas d'élus ne nous rassure en rien : si ce n'est même pas pour avoir des élus, pourquoi faire cela ? Puis, d'expliquer : « *Personne dans les colistiers que nous contactons actuellement ne nous demande de nous dissoudre pour rejoindre leur parti, ce que fait, en substance, la LCR.* »

Et voilà. Tout cela parce que la LCR demanderait à LO de se dissoudre ! Notez la nuance, « *en substance* ». Qui pourrait croire que nous demandons à LO de se dissoudre ? Le PS, lui, ne demande à LO que de dissoudre... sa politique. L'article continue d'expliquer, en réponse aux journalistes qui

*« rappellent qu'Arlette Laguiller a pourtant déclaré, cet été, "regarder avec sympathie" la tentative de la LCR, [que] regarder avec sympathie et participer, c'est différent. Quand Georges Brassens trouvait sympathiques les amoureux qui se bécotaient sur les bancs publics, il n'allait pas s'asseoir entre eux pour se mêler de leurs affaires de cœur ! » Eh oui, Girardot est un poète, alors nous ne manquerons pas de lui citer Brassens, dans le texte : « Quand la Saint' famill' machin croise sur son chemin deux de ces malappris, ell' leur décoche hardiment des propos venimeux / N'empêch' que tout' la famille, le père', la mère', la fille, le fils, le Saint-esprit voudraient bien de temps en temps pouvoir s'conduir' comme eux »...*

Nous ne demandons pas aux camarades de LO de se mêler de nos histoires d'amour, pas plus que de se dissoudre, nous leur proposons simplement de ne pas aller, par dépit, dans les bras du PS ou du PCF. Nous souhaitons qu'ils se battent avec nous, dans des rapports démocratiques et transparents, pour construire des listes ouvertes et unitaires aux municipales, indépendantes du PS. Et, secondairement, s'ils le souhaitent, de discuter des moyens d'aller vers un « parti des travailleurs ». C'est ce que nous leur avons rappelé dans une lettre publiée sur le site Internet de la LCR.

**Yvan Lemaitre**